

## FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : T6Demiralp.doc.

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur Oğuz DEMIRALP

Qualité : ~~-Membre~~ - Suppléant

---

### Article 37 : Statut des églises et des organisations non confessionnelles.

#### • Supprimer cet article :

~~1.L'Union européenne respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.~~

~~2.L'Union européenne respecte également le statut des organisations philosophiques et non confessionnelles.~~

~~3.L'Union maintient un dialogue régulier avec ces églises et organisations, en reconnaissance de leur identité et leur contribution spécifique.~~

---

### Explication éventuelle :

Le Traité constitutionnel que la Convention est en train de préparer sera un texte juridique, par conséquent justiciable.

La religion est une réalité dans toute société. C'est la raison pour laquelle on trouve, dans toutes constitutions nationales des articles relatifs à la liberté de conscience et de religion. La Convention devrait se contenter de la même approche.

Le texte de cet article tel qu'il est proposé reprend le contenu de la déclaration n°11 annexée au Traité d'Amsterdam. La Convention pourrait se limiter à cette démarche et mettre cette déclaration en annexe du futur Traité constitutionnel de l'Union.

Par ailleurs, il a été exprimé durant les débats en séance plénière qu'il sera fait référence aux valeurs spirituelles et morales dans le préambule du Traité constitutionnel. Cette approche serait conforme à celle adoptée par la Convention qui a rédigé la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne. En outre, la majorité des conventionnels ont exprimé leur souhait de voir cette Charte intégrée dans le Traité constitutionnel. Or, l'article 10 de la Charte garantit la liberté de conscience et de religion. Avec l'intégration de la Charte dans le Traité il ne serait pas nécessaire de consacrer un article supplémentaire à ce sujet dans le Traité.

En fait, il devrait appartenir à notre Convention d'affirmer que la société moderne n'est pas une juxtaposition des communautés religieuses ou ethniques, mais un ensemble cohérent d'individus libres et responsables.